

## Burundi : Les syndicats menacent de manifester contre la vie chère

@rib News, 05/03/2012 â€“ Source Xinhua Les confÃ©dÃ©rations syndicales burundaises COSYBU et CSB ainsi que les organisations de la sociÃ©tÃ© civile OLUCOME et ABUCO ont menacÃ© d'organiser une manifestation contre la vie chÃ©re. « Les confÃ©dÃ©rations syndicales et les organisations signataires recommandent au gouvernement d'initier (...) un cadre de dialogue avec elles afin de dÃ©gager les solutions concertÃ©es pour soulager les citoyens burundais. Au cas oÃ¹ aucune dÃ©marche n'est entreprise dans les dÃ©lais proposÃ©s, une marche manifestation sera organisÃ©e », selon une correspondance de ces organisations adressÃ©e au deuxiÃ©me vice-prÃ©sident Gervais Rufyikiri.

Les signataires de la correspondance s'insurgent contre la paupÃ©risation des Burundais due Ã une sÃ©rie de mesures prises par le gouvernement, dont la flambÃ©e des prix des produits de premiÃ©re nÃ©cessitÃ© et la hausse des taxes. Depuis le 1er mars, le prix de l'eau au Burundi a connu une hausse de 101,5% et celui de l'Ã©lectricitÃ©, de 142,1%. Les signataires dÃ©noncent Ã©galement la hausse rÃ©pÃ©titive des prix du carburant et demandent l'harmonisation des rÃ©munÃ©rations gÃ©nÃ©ralistes Ã une politique salariale rÃ©aliste, juste et Ã©quitable. Menace de manifestation contre la hausse des tarifs de l'eau et de l'Ã©lectricitÃ© au Burundi PANA, 05 mars 2012 Bujumbura, Burundi - Les principales centrales syndicales et des organisations de la SociÃ©tÃ© civile du Burundi ont menacÃ© lundi de manifester dans les prochains jours contre une hausse de 50% sur les tarifs de l'eau et de l'Ã©lectricitÃ©. En septembre dernier, l'eau et l'Ã©lectricitÃ© avaient connu des hausses respectives 101,50% et 142,1%, rappelle-t-on. Parmi les initiateurs de la marche prÃ©vue d'ici Ã une semaine figurent la ConfÃ©dÃ©ration des syndicats du Burundi (COSYBU), la Centrale syndicale du Burundi (CSB), l'Association des consommateurs du Burundi (ABUCO) et l'Observatoire de la lutte contre la corruption et les malversations Ã©conomiques (OLUCOME).